



Rapport Annuel 2014

CIDSE 
together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

La CIDSE – ensemble pour un monde de justice

La CIDSE est une alliance internationale d'agences de développement catholiques. Nos 17 membres d'Europe et d'Amérique du Nord s'efforcent d'éradiquer la pauvreté et d'instaurer la justice dans le monde selon une stratégie qui leur est commune.

Nos domaines d'activités:

- Travail de plaidoyer relatif aux questions liées aux ressources allouées au développement; à la justice climatique; l'alimentation et l'agriculture durable; les entreprises et les droits humains et – dans le cadre de projets spécifiques – à Israël et la Palestine ainsi qu'à un environnement propice au développement de la société civile. Les questions de développement durable, de gouvernance mondiale et d'égalité des sexes sont abordées de manière transversale dans tous les domaines précités.
- Initiatives et stratégies communes en matière de coopération au développement, l'accent étant mis sur la coordination et le cofinancement ainsi que sur le renforcement de l'impact des programmes et de l'action de plaidoyer avec nos partenaires du Sud.
- Réflexion critique sur les hypothèses de croissance, de développement et de consommation ainsi que la remise en question de notre mode de fonctionnement et l'exploration de nouvelles approches.

En tant que réseau international, le partage, l'apprentissage et la communication sont essentiels à notre action.

Le travail de la CIDSE est facilité par un secrétariat situé à Bruxelles (Belgique).

Table des matières

Avant-propos du Président	3
Agir en faveur de la transformation	4
L'après-2015: construire un cadre de développement durable crédible	5
Améliorer la gouvernance alimentaire mondiale et promouvoir des systèmes alimentaires durables	6
Vers un accord mondial sur le climat	7
Transformer la finance en un faiseur – plutôt qu'un briseur – de bien-être	8
Inciter les entreprises à agir de manière responsable	9
Israël-Palestine: d'un statu quo tragique à une véritable guerre	10
Égalité des sexes, droits de l'homme et redevabilité	11
Apprendre et travailler avec les partenaires du Sud et la société civile	12
Et ensuite?	13
Principales publications	14
Structure et personnel en 2015	15

Publié en avril 2015

Par CIDSE, Rue Stévin 16, B-1000 Bruxelles, Belgique
Rédacteur en chef Bernd Nilles
Rédactrice Valentina Pavarotti
Constitutrice Marie-Paule Ogereau
Photo de couverture © Paolo Lucciola
Conception et mise en page Fuel, Bruxelles, www.fueldesign.be

Imprimé sur papier 100% recyclé, fabriqué sans blanchiment chimique ni optique.

CIDSE's Annual Report 2014 is also available in English.

El informe anual 2014 de la CIDSE también está disponible en español.

Avant-propos du Président



L'année 2014 s'est achevée sur une note décevante, les négociations de l'ONU sur le climat à Lima ne parvenant pas à jeter les bases de la conclusion d'un accord contraignant à Paris en 2015. La CIDSE et des Évêques du monde entier ont réagi en demandant que des mesures urgentes soient prises afin de mettre un terme à l'ère des combustibles fossiles. Nous savons que cela est possible, pour peu que chacun prenne ses responsabilités à son niveau.

Tous les paramètres sont réunis pour faire de 2015 une année charnière: la question des changements climatiques occupe une place de choix à l'agenda de l'Église catholique, sachant que le Pape François publiera prochainement une encyclique consacrée à l'écologie pour guider les peuples et les gouvernements. Trois grands sommets intergouvernementaux sont également prévus afin de fixer l'agenda mondial du développement durable, assurer son financement pérenne et, enfin, conclure un accord mondial sur le climat. La CIDSE milite pour des accords contraignants ayant pour éléments intrinsèques, les droits de l'homme, la participation, la redevabilité et la justice.

À lui seul, aucun sommet de dirigeants ne peut néanmoins parvenir aux résultats ou aux changements dont les populations ont désespérément besoin. En d'innombrables occasions, elles ont montré qu'elles pouvaient changer le cours des événements en appelant leurs gouvernements à agir, mais aussi en modifiant leur propre comportement. Le temps est venu d'intégrer le «pouvoir du peuple» dans l'action politique. Grâce à son travail dans le Nord et dans le Sud, la CIDSE entend s'appuyer sur les solutions trouvées par les populations elles-mêmes, et les consolider pour les transformer en alternatives porteuses de justice et de normes de vie décente, dans le respect des limites naturelles. Ce sujet a d'ailleurs été au cœur d'un séminaire qui a réuni des experts et des dirigeants de notre réseau, de nos alliés et de nos partenaires au mois de septembre et dont les orientations nourrissent nos stratégies pour un changement de paradigme. Beaucoup d'idées entendues à cette occasion seront reprises dans la prochaine «initiative d'action commune de la CIDSE» dont l'objectif sera de cerner les contours de modes de vie durables et de susciter un mouvement mondial pour le changement.

Lors d'une visite historique au Parlement européen en novembre 2014, le Pape François a appelé à remettre en cause les modèles économiques et de consommation actuels. Le Saint-Père a vivement critiqué l'UE, rappelant que les sujets économiques et techniques dominaient trop souvent le débat européen, au détriment des questions de dignité humaine. Aux côtés de nombreux Évêques, la CIDSE a interpellé les décideurs européens, les accusant d'attiser les conflits mondiaux en se montrant complices d'une exploitation des ressources naturelles destinée à soutenir les marchés européens. Ensemble, nous avons demandé que des mesures contraignantes soient prises de toute urgence afin de mettre un terme à cette exploitation. La dénonciation, preuve à l'appui, des problèmes engendrés par notre paradigme économique est aussi cruciale que l'action solidaire aux côtés des principales victimes. C'est la raison pour laquelle un groupe d'Évêques a effectué une visite au Guatemala au mois de juin, pour se rendre sur l'un des lieux névralgiques de cette exploitation des ressources doublée d'atteintes aux droits de l'homme.

Ce périple, comme bien d'autres avant lui, a confirmé que les femmes étaient les premières victimes de l'injustice. L'inégalité entre les hommes et les femmes est l'un des principaux obstacles à l'essor et au déploiement de la dignité humaine; pour renforcer notre action dans ce domaine, nous sommes convenus, avec nos membres et les Évêques, d'appliquer une nouvelle politique d'égalité entre les hommes et les femmes, appelant le réseau de la CIDSE – et l'ensemble de l'Église – à considérer ce sujet comme une priorité.

En 2014, nous avons posé des jalons afin de profiter au mieux des opportunités cruciales à venir. Nous vivons néanmoins dans un monde en proie aux conflits, au terrorisme, à l'extrémisme et au décès de nombreux réfugiés en route pour l'Europe. La CIDSE poursuivra son combat contre les injustices et s'emploiera à convaincre les décideurs de la nécessité d'un changement de cap. Inspirés par une vision précise de la transformation systémique à laquelle nous aspirons pour le monde, nous abordons l'année qui vient avec espoir et ténacité. C'est dans cette optique que vous apprécierez, nous l'espérons, la lecture de ce rapport retraçant notre travail et nos ambitions. Il nous tarde de travailler avec vous et de célébrer, en 2015, le 50ème anniversaire de la CIDSE.

Heinz Hödl,
Président de la CIDSE
Directeur de KOO (Autriche)

Agir en faveur de la transformation

Dans un monde en pleine mutation, la CIDSE s'efforce de repenser le développement, avec ses partenaires en première ligne.

La CIDSE est convaincue qu'il faut transformer le modèle de croissance et de développement dominant. Nous voulons un partage plus équitable des ressources mondiales; nous préconisons des systèmes de gouvernance qui démocratisent les rapports de force ainsi que des règles mondiales qui favorisent le développement d'économies et d'alternatives locales aux structures et aux acteurs divers et décentralisés.

Les Directeurs de la CIDSE ont consacré une session spéciale de leur réunion de mi-année à discuter avec leurs alliés catholiques du rôle de nos organisations dans l'avènement du changement et des voies et moyens de renforcer nos collaborations.

Ces sujets ont également été abordés lors d'un séminaire organisé par la CIDSE au mois de septembre 2014. Venus de tous les continents, quelque 70 participants des organisations membres, alliées et partenaires se sont retrouvés pour identifier ensemble les principaux éléments du changement transformationnel.

Nous devons reprendre le contrôle sur nos choix de société, démocratiser les prises de décision, adopter des stratégies holistiques et dépasser le clivage Nord-Sud dans notre analyse des défis et des perspectives. Nous reconnaissons également la nécessité d'approfondir nos relations de travail avec les mouvements sociaux et de base, et de promouvoir des récits de changement.



Pour nous, le changement transformationnel

procède d'un nouveau discours prophétique sur le bien-être humain au sein de la création, sur l'égalité entre les hommes et les femmes, et sur la solidarité, dans une économie au service de la société et qui tient compte des frontières planétaires.

Janvier

Projet d'action commune

Les organisations membres de la CIDSE qui soutiennent l'initiative commune de campagne et de plaidoyer «Modes de vie durables: vers un mouvement mondial pour le changement» se sont réunies à plusieurs reprises en 2014 afin de préparer ce projet dont le lancement est prévu en 2015. Divers points ont été abordés dans plusieurs forums de la CIDSE, dont le groupe cofinancement qui s'est penché sur les possibilités de financement extérieur.



LE FAIT DU MOIS



Comité Directeur

Heinz Hödl, Directeur de KOO (Autriche) est élu Président de la CIDSE lors du Comité Directeur annuel accueilli par Bridderlech Deelen à Luxembourg. Simone Filippini, Directrice de Cordaid, et Eamonn Meehan, Directeur de Trócaire, sont élus au Comité exécutif. Une délégation du SCEAM est invitée à assister à la réunion afin d'exposer ses projets pour 2014 et de discuter des possibilités de collaboration.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Après 2015

En tant que membre de la Task force européenne «Beyond 2015», la CIDSE organise un panel de discussion avec des représentants de la Commission européenne, des États membres de l'UE, du Centre Sud, des Nations unies et de la société civile, pour aborder les «sujets brûlants» des négociations de l'après-2015, tels que l'universalité, l'approche fondée sur les droits de l'homme, la place du secteur privé et comment promouvoir la cohérence des politiques dans le Cadre de développement de l'après-2015.



L'après-2015: construire un cadre de développement durable crédible

Alors que les négociations de l'ONU sur le Cadre de développement de l'après-2015 entrent dans leur phase finale et qu'un sentiment d'urgence grandit, la CIDSE préconise une approche basée sur les droits de l'homme et une intégration transversale des questions de genre dans le débat.

De quel cadre officiel les organisations de développement ont-elles besoin pour fonctionner dans le contexte de l'après-2015? La question fait actuellement débat.

La CIDSE a participé activement à divers panels internationaux et transmis son point de vue au Groupe de travail ouvert de l'ONU qui a proposé 17 Objectifs de développement durable (ODD) en juillet 2014. Tirant les leçons des échecs subis par l'actuelle politique de développement, la CIDSE considère que le Cadre de l'après-2015 doit impérativement suivre une approche basée sur les droits de l'homme avec, en son cœur, les questions de redevabilité et de justice entre les hommes et les femmes.

Le séminaire de septembre intitulé «Agir pour rendre le monde juste et durable» ayant souligné l'importance de ramener le curseur du pouvoir du côté des peuples, la CIDSE s'emploiera, durant la phase préparatoire du Cadre de l'après-2015 et des ODD, à mener une action de plaidoyer axée sur la redevabilité dans la mise en œuvre de ces derniers.



© UN Women/Gaganjit Singh

Le Groupe de travail ouvert de l'ONU

a été chargé par la Conférence sur le développement durable («Rio+20») de 2012 de préparer un ensemble d'ODD qui sera soumis à l'appréciation de l'Assemblée générale de l'ONU. Après plusieurs mois de réunions d'orientation, le groupe a entamé, en mars 2014, la négociation du texte final fixant 17 objectifs et 169 cibles.

Février



Élaborer des récits de changement

Les responsables «médias» des organisations membres de la CIDSE se réunissent à Aix-la-Chapelle (Allemagne) pour explorer les pistes permettant d'élaborer des récits de changement, un outil que la CIDSE envisage d'utiliser dans le cadre de son travail en faveur d'un changement de paradigme. Les participants se livrent également à un brainstorming sur les possibilités d'actions médiatiques et de communication conjointes dans le cadre du projet d'action commune de la CIDSE.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28



10^{ème} anniversaire de la disparition de l'Archevêque Hurley

La CIDSE prend part aux célébrations organisées à Durban (Afrique du Sud) pour marquer le 10^{ème} anniversaire de la disparition de l'Archevêque Denis Hurley. Aux côtés de l'Archevêque Desmond Tutu, du Révérend Beyers Naudé et d'autres opposants farouches au régime d'apartheid, l'Archevêque Hurley fut un partenaire important et une source d'inspiration pour les organisations membres de la CIDSE.

Investissements agricoles

La CIDSE fait part de son point de vue sur les principes d'investissement responsables dans l'agriculture et les systèmes alimentaires au Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies; elle demande que la résilience, la durabilité et les systèmes alimentaires figurent parmi les sujets à inclure et/ou renforcer dans le projet de document.



Améliorer la gouvernance alimentaire mondiale et promouvoir des systèmes alimentaires durables

La CIDSE a poursuivi ses travaux sur l'alimentation, l'agriculture et le commerce durable, avec pour principaux pôles d'intérêt le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et les voies et moyens d'améliorer la gouvernance alimentaire mondiale.

Une collaboration a été initiée avec le groupe de travail «Justice climatique» de la CIDSE, au travers d'un travail conjoint sur l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, qui a abouti à la publication du document de discussion «L'agriculture intelligente face au climat: les habits neufs de l'empereur?». Ce document, qui revient sur les aspects les plus pertinents de l'articulation entre alimentation et climat, est un premier pas vers l'acquisition de connaissances en matière de solutions alternatives aux crises alimentaires et aux famines, dans le contexte des systèmes alimentaires et des modèles de production durables.

Les travaux de la CIDSE touchant aux investissements agricoles se sont focalisés sur la Nouvelle Alliance du G8 pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique. Dans ce domaine, nous avons pris part à plusieurs discussions au sein de la société civile, continué de faire entendre nos préoccupations tant au niveau national qu'europpéen et apporté notre soutien à une déclaration conjointe de la société civile adressée aux gouvernements du G8 en septembre.



«L'agriculture intelligente face au climat»

incarne les préoccupations et les failles de l'Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat. Ce concept ne remet pas en cause les structures qui sous-tendent les problèmes et sa définition actuelle est trop large que pour être utile, car elle peut englober des pratiques préjudiciables et de «fausses solutions».

Mars Espace pour la société civile

La CIDSE et Act Alliance présentent une étude conjointe «Space for Civil Society – How to Protect and Expand an Enabling Environment» à Genève (Suisse), lors d'un événement en marge de la 25ème session du Conseil des Droits de l'homme. A partir d'exemples au Malawi, au Rwanda, en Colombie et au Zimbabwe entre 2009 et 2013, ce document met en exergue les nombreux obstacles et risques auxquels la société civile doit faire face à travers le monde.



The Europe Experience

En amont des élections européennes du mois de mai, la CIDSE soutient «The Europe Experience» – une initiative d'inspiration chrétienne qui vise à faire des Chrétiens de véritables citoyens européens – et participe à l'inauguration au Parlement européen le 2 avril. La CIDSE publie également une note d'information sur la responsabilité des entreprises dans le cadre des élections européennes.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Entreprises et droits de l'homme en Amérique latine

En Colombie, des organisations partenaires de la CIDSE assistent à un séminaire organisé par International Corporate Accountability Roundtable et Danish Institute for Human Rights, dans le cadre de leur projet «Plans d'actions nationaux: stratégies publiques pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme».



Alimentation et agriculture

La CIDSE participe à la consultation de la société civile en amont de la Conférence régionale pour l'Europe et l'Asie centrale que la FAO organise à Bucarest (Roumanie). Parmi les sujets traités, citons les pertes et les déchets alimentaires, de même que la mise en œuvre de «l'année internationale de l'agriculture familiale».



Vers un accord mondial sur le climat

Dans la perspective du nouvel accord mondial qui doit voir le jour à Paris fin 2015, l'action menée par la CIDSE autour de la justice climatique s'est accentuée tout au long de l'année.

En septembre, la CIDSE a pris part au Sommet interconfessionnel sur les changements climatiques ainsi qu'à la Marche populaire pour le climat à New York. Sur place, la CIDSE a organisé plusieurs réunions de lobbying afin de faire part de ses attentes à l'égard de l'accord mondial de 2015 et de son articulation avec le Cadre de développement de l'après-2015.

Lors de la conférence des Nations unies sur le climat à Lima, la CIDSE a non seulement participé aux négociations officielles, mais aussi au Sommet des peuples face aux changements climatiques (organisé par la coalition de la société civile péruvienne), au cours duquel la CIDSE a animé deux rencontres. La CIDSE a par ailleurs coordonné la rédaction d'une déclaration dans laquelle des Évêques demandent des règles plus strictes à l'égard des changements climatiques, appel massivement repris dans la presse.

Avec Climate Action Network (CAN) Europe, la CIDSE a publié un rapport sur les subsides européens aux combustibles fossiles lors de la dernière semaine des pourparlers de Lima. Par ailleurs, la CIDSE et Caritas Internationalis ont rédigé un document conjoint dans lequel les deux réseaux appellent les gouvernements à mettre les pauvres au cœur de leur politique climatique.



L'initiative «Fast For The Climate»

a vu le jour lors des négociations sur le climat à Varsovie en novembre 2013. Le Secrétariat de la CIDSE participe à ce jeûne, qui a lieu tous les premiers jours ouvrables du mois, jusqu'à ce que les pays s'accordent sur un plan d'action sur le climat complet et équitable, ouvrant la voie à la disparition progressive de la pollution due au carbone.

Avril

LE FAIT DU MOIS



Financement du développement

À l'invitation du gouvernement finlandais, les membres du groupe de travail «Ressources allouées au développement» de la CIDSE participent à une réunion en Finlande et débattent des partenariats mondiaux pour le financement durable du développement. Quelques semaines plus tôt, la CIDSE publiait sa vision des modalités de financement du développement durable dans un nouveau document politique remis aux représentants des États membres de l'UE lors d'un séminaire d'experts organisé à Bruxelles le 10 avril.



Israël-Palestine

En amont du Conseil des Affaires étrangères de l'UE, la CIDSE et Aprovech publient une déclaration commune sur les déplacements forcés dans la zone C de la Cisjordanie et demandent que des mesures plus fortes et plus efficaces soient prises pour contrer les politiques illégales du gouvernement israélien.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30



Objectifs de développement durable

Avant la 11^{ème} session du Groupe de travail ouvert de l'ONU, la CIDSE publie un document assorti d'une série de recommandations mettant l'accent sur les droits de l'homme, la redevabilité et l'égalité des sexes, en vue de l'élaboration du Cadre mondial de développement durable de l'après 2015.



Climat: l'expérience polonaise

Tygodnik Powszechny, un hebdomadaire polonais, publie une série d'articles consacrés à la conférence internationale «Des acteurs confessionnels au service de la justice climatique», co-organisée par la CIDSE, Caritas Pologne et l'Université Cardinal Stefan Wyszyński en novembre 2013. Ces articles sont traduits en anglais et publiés dans un document intitulé «The Poland Experience».

Transformer la finance en un faiseur – plutôt qu’un briseur – de bien-être

La CIDSE plaide pour une réforme du système financier, au service d’un développement durable.

La CIDSE n’a cessé de plaider pour une refonte du système financier, au travers de la réforme de la gouvernance de la finance mondiale et de la mise en œuvre de règles adéquates au plan national, toutes ayant pour objectif de mettre un terme aux effets négatifs de la finance et de promouvoir une finance au service du développement durable.

Dans le document «Financement du développement durable: sommes-nous prêts à relever le défi?», la CIDSE décrit la marche à suivre pour obtenir les changements voulus. Cette publication a alimenté plusieurs débats internationaux, en prévision des grandes décisions politiques à venir, comme le Cadre de développement de l’après-2015 et les nouveaux Objectifs de développement durable.

La CIDSE est un acteur influent des débats politiques sur le financement du développement, tant en Europe que sur la scène internationale et s’emploie à promouvoir la participation de la société civile dans ces débats, que ce soit en présidant la Task Force européenne du financement du développement ou en étant un membre actif du groupe de coordination de la société civile mis en place en vue de la Conférence sur le financement du développement d’Addis-Abeba.



La Troisième conférence internationale sur le financement du développement de l’ONU

se tiendra à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015. Les résultats devraient contribuer au programme de développement de l’après-2015 et le soutenir.

Mai

Taxe sur les transactions financières

Dans une déclaration soutenue par la CIDSE, des Évêques d’Europe se rallient aux propos de citoyens et de mouvements de toute l’UE pour exhorter les dirigeants des États membres associés à «l’Initiative de coopération renforcée» de prendre les bonnes décisions concernant la conception et l’utilisation des recettes provenant de la taxe européenne sur les transactions financières qui s’appliquera en principe dès le 1^{er} janvier 2016.



Assistant ecclésiastique

Le mandat de Mgr Stanislas Lalanne en qualité d’Assistant ecclésiastique de la CIDSE est renouvelé pour une période de trois ans. Mgr Lalanne est évêque de Pontoise, en France.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31



Changements à la tête des agences de la CIDSE

Alistair Dutton devient le nouveau Directeur de SCIAF, l’organisation membre écossaise de la CIDSE. Quelques jours plus tard, le Secrétaire général de la CIDSE se rend en Suisse pour y rencontrer Patrick Renz, le nouveau Directeur de Fastenopfer, qui a pris ses fonctions en avril. Il participe à un séminaire interne consacré à leur réflexion sur le changement de paradigme.



Anniversaire de Cordaid

Cordaid, l’organisation membre néerlandaise de la CIDSE, célèbre son centième anniversaire au travers d’une série d’événements, dont un déjeuner auquel participe S.M. la Reine Máxima des Pays-Bas pour honorer les «aides silencieux» et une conférence internationale avec des partenaires du monde entier en juillet.

Inciter les entreprises à agir de manière responsable

La CIDSE milite pour que cessent les atteintes aux droits de l'homme.

La responsabilité partagée a franchi un cap en 2014: le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU a décidé d'initier un processus conduisant à l'instauration d'un instrument international juridiquement contraignant pour réglementer les activités des entreprises dans le cadre du droit international des droits de l'homme. La CIDSE a concouru à cette évolution en publiant plusieurs notes d'information dans lesquelles elle développe ses arguments en faveur d'une mise en œuvre plus forte – au niveau national – des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Notre action a été confortée par une déclaration du Saint-Siège qui a accentué la dynamique aboutissant à la résolution des Nations unies. Au travers de nos efforts conjoints avec la Treaty Alliance, une coalition mondiale de la société civile, nous avons réussi à ménager un espace dans les débats de l'ONU pour nos partenaires.

Les aider à élaborer leurs stratégies et à travailler en réseau reste une de nos priorités, afin de pouvoir corréler les perspectives internationales. Nous avons soutenu leur participation dans des enceintes régionales et mondiales ainsi qu'une plate-forme d'organisations ecclésiales latino-américaines travaillant sur les industries extractives.

Plus généralement et toujours dans le but de repenser le développement, nous avons commencé à approfondir nos réflexions sur les causes structurelles des modèles d'entreprise préjudiciables et leurs alternatives durables.



La déclaration des dignitaires de l'Église

sur les minerais de conflit, soutenue par la CIDSE, a été signée par plus de 130 dignitaires du monde entier qui appellent l'UE à appliquer des règles plus strictes pour garantir le respect des droits de l'homme, en prévision de votes cruciaux au Parlement européen au printemps 2015.

Juin



Rencontres avec le Saint-Siège

Le Comité exécutif de la CIDSE se rend à Rome pour y rencontrer comme chaque année des représentants du Saint-Siège et de Caritas Internationalis. Quelques semaines plus tard, la CIDSE participe à deux conférences organisées par le Conseil pontifical pour la justice et la paix, l'une sur l'investissement privé et le développement, et l'autre intitulée «Le bien commun mondial: vers une économie plus inclusive».

Visite des Évêques au Guatemala

À l'initiative du groupe de travail «Amérique centrale» de la CIDSE, des représentants des organisations membres de la CIDSE et des Évêques européens se rendent en divers endroits du Guatemala pour y exprimer leur solidarité avec les institutions ecclésiales et les organisations de la société civile avec lesquelles elles travaillent.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

La CIDSE et CONCORD

L'Assemblée générale de CONCORD réélit Iza Toth (Cordaid, organisation membre néerlandaise de la CIDSE) au Conseil d'administration de CONCORD pour un second mandat de trois ans. La CIDSE reste très engagée dans les travaux de la Confédération, avec Denise Auclair qui assume la fonction de vice-présidente du Forum politique et Jean Saldanha celui de présidente de la Task Force financement du développement.



Un instrument contraignant en matière d'entreprises et de droits de l'homme

Outre la nécessité d'appliquer plus fortement les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme au plan national, la CIDSE se félicite de l'adoption, par la 26^{ème} session du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU, d'une résolution portant sur la création d'un instrument international juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme.



Israël-Palestine: d'un statu quo tragique à une véritable guerre

Quand l'UE se décidera-t-elle à s'attaquer aux causes profondes de la violence?

La situation dans les territoires palestiniens occupés n'a fait que s'aggraver en 2014: d'un statu quo tragique caractérisé par une occupation permanente et des atteintes quotidiennes au droit humanitaire international et au droit international des droits de l'homme (DHI et DIDH), on est passé à une véritable guerre. Les protestations de l'opinion publique n'ont toutefois pas engendré de réaction européenne différente du passé. Une fois encore, l'UE a envoyé de l'aide et rien ne prouve qu'elle ait exercé des pressions pour s'attaquer aux causes profondes de la violence.

S'agissant des atteintes au DHI liées à l'occupation permanente, l'UE et ses États membres ont pris quelques mesures conformes aux positions de la CIDSE. Des progrès ont été enregistrés concernant une réponse juridique et diplomatique à la colonisation, aux transferts forcés et à la destruction de l'aide. Son geste le plus fort aura été de publier un avis destiné aux entreprises sur les risques d'atteintes aux droits de l'homme et au DHI résultant de leur activité dans les colonies.

Au cours des dernières années, la CIDSE a consolidé un travail de plaidoyer efficace. La situation à Gaza est si dramatique qu'elle requiert plus que jamais une implication active de l'UE, à la fois en exigeant le respect du DHI et du DIDH, et en utilisant tous les leviers à sa disposition pour empêcher un nouveau conflit.



Septembre

Agir pour la transformation

La CIDSE organise à Bruxelles son deuxième séminaire consacré au changement de paradigme et aux actions pour y parvenir. Près de 70 participants s'emploient, ensemble, à dessiner les contours des stratégies afférentes aux parcours de changement. Leurs échanges portent sur plusieurs initiatives et exemples d'alternatives permettant de soutenir la transition vers des modèles socio-économiques plus équitables et plus durables.



Planification stratégique

Le coup d'envoi du processus de planification stratégique devant aboutir au Cadre stratégique 2016-2021 de la CIDSE est donné. Le Secrétaire général de la CIDSE est par ailleurs invité à rejoindre le groupe de planification stratégique de CONCORD.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30

Haïti

Créé après le tremblement de terre de 2010 afin de coordonner les projets d'urgence et de réhabilitation des organisations membres de la CIDSE, le groupe de travail «Haïti» de la CIDSE se réunit pour la dernière fois à Haïti en septembre.



Sommet sur le climat de Ban Ki-moon

Une délégation conjointe de la CIDSE et du SCEAM se rend à New York pour assister au Sommet interconfessionnel sur les changements climatiques et à des réunions de lobbying, à l'occasion du Sommet sur le climat présidé par le Secrétaire général de l'ONU. Ils participent également à la Marche populaire pour le climat qui réunit près de 400 000 personnes à travers le monde – considérée comme la plus grande manifestation jamais organisée pour revendiquer une action contre les effets des changements climatiques.



Égalité des sexes, droits de l'homme et redevabilité

Progresser sur les objectifs transversaux.

En 2014, la CIDSE a travaillé sur des apports concrets en matière d'égalité des sexes, de droits de l'homme et de redevabilité durant la phase préparatoire du Cadre de développement de l'après-2015. Ces thématiques transversales sont au cœur des efforts de nos groupes de travail pour soutenir les engagements de la CIDSE envers l'égalité, la dignité, la justice sociale et la transformation sociale.

La question de l'égalité des sexes a davantage été intégrée dans nos travaux, par le biais de la formation pour renforcer notre maîtrise du concept et notre plaidoyer. Fin 2014, le Comité Directeur de la CIDSE a en outre approuvé un document intitulé «Égalité des sexes – Contours et définition du concept selon le point de vue de la CIDSE. Pour une égale dignité entre les hommes et les femmes».

Le Forum des Évêques de la CIDSE a également abordé cette question début 2015: les membres de la CIDSE y ont partagé leurs points de vue et Mgr Lalanne, Assistant ecclésiastique de la CIDSE ainsi que d'autres Évêques ont fait part de leurs réflexions sur l'importance de ce travail et ont appelé la CIDSE à poursuivre ses efforts. Mgr Jousten (Belgique) a ainsi déclaré: «*Dans son action, la CIDSE lutte autant pour la dignité des femmes que celle des hommes. Je me rallie à la démarche de la CIDSE qui considère que la promotion des droits des femmes et l'égalité des sexes sont des conditions préalables à l'allègement de la pauvreté, au développement humain, au bien-être humain, à la justice et à la dignité.*»



Octobre

L'UE et les minerais de conflit

Dans une déclaration commune soutenue par la CIDSE, des Évêques du monde entier exhortent l'UE à choisir un règlement cohérent et contraignant – plutôt qu'une approche volontaire – sur l'approvisionnement responsable en minerais (dits «de conflit»), au moment même où le Parlement européen se prépare à légiférer la question. La CIDSE fait également partie d'une campagne de la société civile sur les minerais de conflit.



Atteintes aux droits de l'homme

Tout au long de l'année, la CIDSE a continué de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme commises envers ses organisations partenaires qui travaillent sur les industries extractives au Guatemala et au Pérou.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Relations UE – Amérique latine

Avec Aprovech, CIFCA, Grupo Sur et OIDHACO, la CIDSE publie une note d'information sur l'avenir des relations entre l'UE, les Caraïbes et l'Amérique latine, destinée aux députés européens fraîchement élus. Début novembre, les responsables des départements Amérique latine des organisations membres de la CIDSE se réunissent pour se pencher sur l'avenir de la coopération en Amérique latine.



«Agriculture intelligente face au climat»

À l'occasion de la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'ONU, le groupe de travail «Alimentation, agriculture et commerce durable» de la CIDSE présente sa toute dernière publication consacrée à l'agriculture intelligente face au climat dans laquelle il s'inquiète autant de la définition que la communauté internationale tente de donner à ce concept que du manque de transparence qui entoure la gouvernance de l'Alliance mondiale qui le soutient. Le groupe rencontre également Hilal Elver, nouveau Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation.

Apprendre et travailler avec les partenaires du Sud et la société civile

Bâtir un mouvement mondial pour le changement et agir ensemble pour relever les défis mondiaux.

Le partenariat fait partie de l'ADN de la CIDSE. Les «économies émergentes», comme on les appelle, changent la dynamique entre les nations; le temps est fini où les nations industrialisées du Nord dictaient l'agenda international. Aujourd'hui, les économies émergentes ont une société civile bien organisée ayant une longue expérience de la lutte et de la création de mouvements pour le changement dont la CIDSE a beaucoup à apprendre. Nous voulons parvenir à des partenariats réciproques avec divers alliés et partenaires afin de construire un mouvement mondial pour le changement.

Au fil des ans, la CIDSE a développé des relations fructueuses avec les Églises du Sud. Parmi les succès marquants de 2014, citons l'organisation de délégations communes à New York et à Lima et l'élargissement des appuis aux déclarations d'Évêques, à propos des minerais de conflits et des changements climatiques. La CIDSE a d'autre part contribué à l'avènement du REPAM, un réseau d'organisations ecclésiales de la région pan-amazonienne dont les pôles d'intérêt sont le développement, les ressources naturelles et les cultures locales. Une délégation d'Évêques européens s'est en outre rendue au Guatemala en juin pour soutenir l'action locale contre la pauvreté et en faveur de la paix et de la réconciliation.



Novembre



Lien entre alimentation, climat et énergie

Une session d'étude consacrée à l'énergie est organisée au cours de la réunion annuelle des Responsables de plaidoyer des organisations membres de la CIDSE afin de mutualiser les connaissances, les expériences et d'échanger des idées sur la question de l'énergie et de ses liens avec le travail mené par la CIDSE en matière de changements climatiques, d'alimentation et de secteur privé.

La Pape François au Parlement européen

Par la voix de son Secrétaire général qui la représente à Strasbourg (France), la CIDSE salue l'allocation prononcée par le Pape François au Parlement européen. Situé dans la continuité de l'encyclique *Evangelii Gaudium*, la CIDSE voit dans le message du Pape une invitation à combattre le consumérisme et les modèles économiques actuels.



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30



Responsabilité commune mais différenciée

La CIDSE invite Mariama Williams du Centre Sud (Genève, Suisse) à débattre des modalités d'application du principe de «responsabilité commune mais différenciée» dans les agendas du financement du développement et du financement des Objectifs de développement durable de l'après-2015.



Faire face aux changements climatiques

En amont du Sommet sur le climat de Lima (Pérou) la CIDSE et Caritas Internationalis publient un document conjoint qui appelle les gouvernements à mettre résolument les pauvres au cœur de leur politique de lutte contre les changements climatiques. Avec CAN-Europe, la CIDSE publie également un document politique demandant la fin des subsides aux combustibles fossiles en Europe.

Et ensuite?

Panorama d'une année 2015 qui s'annonce aussi importante que chargée pour la CIDSE.

C'est un programme exigeant qui attend la CIDSE en 2015, année où notre réseau fêtera son 50^{ème} anniversaire. Au menu, des accords internationaux synonymes d'une réelle opportunité de changement dans la sphère du développement et d'un autre avenir pour l'humanité et la planète tout entière.

Dans la perspective de la Conférence sur le climat (COP21), la justice climatique sera l'une des priorités de la CIDSE d'un bout à l'autre de l'année. L'encyclique du Pape François sur l'écologie, dans le cadre plus vaste d'une nécessaire transformation de nos styles de vie, fera partie des points d'accroche de la préparation de la CIDSE pour Paris. Le Sommet de l'ONU sur l'après-2015 et la Troisième conférence internationale sur le financement du développement seront aussi au cœur des préoccupations de la CIDSE.

L'année 2015 verra également le lancement d'un projet de trois ans intitulé «Modes de vie durables: vers un mouvement mondial pour le changement»; ce projet auquel les organisations membres de la CIDSE participeront activement, s'inspirera du travail que nous menons afin d'agir pour la transformation et mettra l'accent sur un changement issu des peuples. Une action commune à Paris, en marge de la COP21 constituera le point phare de la première année du projet.

Enfin, tout au long de 2015, la CIDSE travaillera à son nouveau Cadre stratégique 2016-2021 qui tirera les leçons des réussites et des échecs du passé.



© AP/SHUT

▶▶ Retrouvez
la CIDSE
sur
twitter.com/cidse



Décembre

LE FAIT DU MOIS



De Lima à Paris

Pendant le Sommet de l'ONU sur le climat à Lima (Pérou), la CIDSE co-organise une série d'activités avec des partenaires péruviens et Caritas Internationalis. Des Évêques de tous les continents appellent la prochaine Conférence des parties (COP21) qui doit avoir lieu à Paris, en 2015, à trouver un accord contraignant et équitable sur le climat.



En route pour Addis-Abeba

Le coup d'envoi des préparatifs de la Troisième conférence des Nations unies sur le financement du développement (Addis-Abeba, Éthiopie, juillet 2015) est officiellement donné en octobre. La CIDSE assiste à la 2^{ème} session informelle de fond à New York. Au niveau international, la CIDSE préside la Task Force européenne du financement du développement coordonnée par CONCORD et joue un rôle important dans l'animation de la participation de la société civile à la conférence d'Addis-Abeba.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31



Entreprises et droits de l'homme

En marge du Troisième forum annuel de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme à Genève, la CIDSE co-parraine deux événements, l'un sur l'amélioration de la protection foncière et des défenseurs de l'environnement, l'autre sur l'accès à la justice dans les dossiers relatifs aux industries extractives. Ces deux événements donnent la possibilité aux partenaires d'exprimer leurs points de vue sur les défis et les bonnes pratiques.



Nouvelles initiatives de l'Église en Amérique latine

La CIDSE apporte son soutien à la deuxième rencontre latino-américaine sur les Églises et l'extraction minière à Brasilia (Brésil). Un peu plus tôt, en septembre, la CIDSE avait salué la création du REPAM (un nouveau réseau d'organisations ecclésiales d'Amérique latine et des Caraïbes couvrant la région amazonienne), et contribué à ses débats sur les changements climatiques dans la perspective du Sommet de l'ONU à Lima.

2014

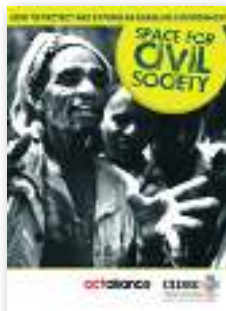
Principales publications

Depuis longtemps, la CIDSE publie des documents, des rapports et des déclarations politiques qu'apprécient aussi bien les décideurs, les responsables politiques et les journalistes que celles et ceux qui font partie du réseau de la CIDSE ou de la sphère du développement. Ci-après, quelques-uns des principaux documents publiés l'an dernier:



Financement du développement durable: sommes-nous prêts à relever le défi?

Recommandations de la CIDSE



Space for Civil Society – How to Protect and Expand an Enabling Environment

CIDSE–Act Alliance research paper



«L'agriculture intelligente face au climat»: les habits neufs de l'empereur?

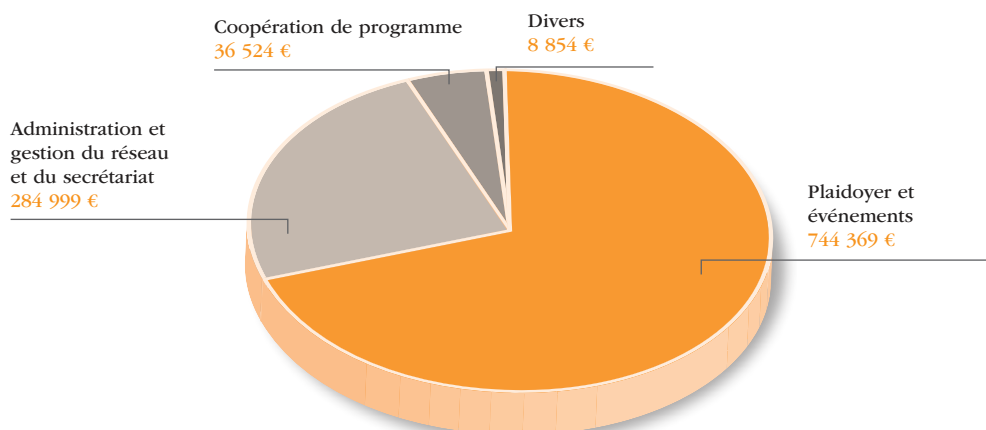
Document de discussion de la CIDSE

Voyez le site www.cidse.org pour un aperçu complet des documents publiés en 2014, y compris les déclarations, recommandations et brochures.

Finances

La CIDSE fonctionne uniquement grâce aux cotisations de ses membres. Elle n'a aucune autre source de financement de ses projets. Les comptes de la CIDSE sont vérifiés chaque année par un auditeur externe.

Dépenses de fonctionnement de la CIDSE en 2014: 1 074 746 €



Le Secrétariat de la CIDSE coordonne par ailleurs les projets suivants, pour un budget total de 82 372 €:

- Israël-Palestine: 53 669 €
- Responsables de programmes: 28 427 €
- Développement durable: 276 €

Structure et personnel en 2015

Comité Directeur

Le Comité Directeur se compose des Directeurs des 17 organisations membres. Instance responsable de la gestion globale de la CIDSE, il se réunit deux fois par an. Plus spécifiquement, il passe en revue l'ensemble des activités en cours et formule les orientations politiques.

Comité exécutif

Le Comité exécutif est l'instrument d'application et de supervision du Comité Directeur.

Président	Heinz Hödl (KOO)
Vice-président	Bernard Pinaud (CCFD-Terre Solidaire)
Membres	Simone Filippini (Cordaid) Eamonn Meehan (Trócaire) Angelo Simonazzi (Entraide et Fraternité)
Assistant ecclésiastique	Mgr Stanislas Lalanne , Évêque de Pontoise, France
Trésorier	Hilde Demoor (Broederlijk Delen)
Secrétaire général	Bernd Nilles

Groupes de travail

Les organisations membres de la CIDSE travaillent sur les priorités de plaidoyer définies par le cadre stratégique. Le travail conjoint se fait essentiellement au travers de groupes de travail, de plates-formes et de forums. Le Secrétariat de la CIDSE coordonne ce travail collectif et soutient ces divers groupements dans leurs travaux, par des actions de lobbying auprès des décideurs, la mise en réseau avec des alliés et la communication en direction des médias.

Personnel

Une équipe de salariés permanents basée à Bruxelles anime et coordonne les efforts communs déployés par les organisations membres.

Bernd Nilles	Secrétaire général
Denise Auclair	Conseillère politique
Jean Letitia Saldanha	Conseillère politique
Deborah Casalin	Chargée de mission, politique
François Delvaux	Chargé de mission, politique et plaidoyer
Meera Ghani	Chargé de mission, politique et plaidoyer
Valentina Pavarotti	Chargée de mission, médias et communication
Chiara Martinelli	Conseillère exécutive et chargée de projet
Emmanuel Yap	Chargé de projet
Giulia Bondi	Chargée de mission subalterne
Marie-Paule Ogereau	Assistante, plaidoyer et communication
Eduarne Portillo	Assistante, plaidoyer et programmes
Stefan Reinhold	Assistant, plaidoyer et programmes
Yvette Pierret	Assistante, administration et logistique
Saïd Ben Seddik	Employé de bureau et assistant informatique

La CIDSE tient à remercier chaleureusement Cayetana Carrión, Markus Drake et Catherine Durbin pour leurs précieuses contributions aux activités du Secrétariat, qu'ils ont quitté en 2014.

CIDSE

together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

Membres de la CIDSE



Autriche



Belgique



Belgique



Canada



Angleterre et
Pays de Galles



France



Allemagne



Irlande



Italie



Luxembourg



Pays-Bas



Portugal



Slovaquie



Ecosse



Espagne



Suisse



Etats-Unis

Contact

Valentina Pavarotti – CIDSE – Rue Stévin 16 – B-1000 Bruxelles
T: +32 (0)2 282 40 73 – F: +32 (0)2 230 70 82 – pavarotti@cidse.org